

Rapport sur les orientations budgétaires 2023



Sommaire

Introduction : Rappel des objectifs du DOB

- I. Les incertitudes du contexte économique et budgétaire national
- II. Les grandes orientations budgétaires de la Ville de Vannes pour 2023
- III. Les hypothèses d'évolution du budget principal pour 2023
- IV. Les budgets annexes
- V. La situation de la dette
- VI. Perspectives en ressources humaines : masse salariale et effectifs

Rappel des objectifs du DOB

Le débat d'orientation budgétaire se tient dans les deux mois précédant le vote du budget.

Le but est de susciter une discussion sur la stratégie financière et budgétaire de la commune dans le cadre de la préparation du BP 2023.

Le rapport d'orientation budgétaire (ROB) tient compte d'éléments exogènes qui conditionnent en grande partie la capacité financière de la collectivité :

- Le contexte économique et social
- L'impact de la Loi de finances 2022 sur le budget des collectivités locales
- Les décisions nationales relatives à la rémunération et à la protection sociale des agents

I. Les incertitudes du contexte économique et budgétaire national

A° Situation nationale : un ralentissement plus fort que prévu

- La guerre en Ukraine est venue s'ajouter aux effets de la crise sanitaire. Au 2^{ème} trimestre 2022, le PIB mondial a stagné et la production a reculé dans les économies du G20.
- Pour 2023, la croissance prévisionnelle du PIB français s'établirait à +0,6% contre une projection de +2,6% en 2022.
- L'inflation s'est généralisée et atteint des niveaux records avec un pic inédit depuis les années 1980. Pour 2023, la Banque de France prévoit une inflation d'ensemble à 4,7%
- Les taux d'intérêts connaissent une très forte augmentation depuis le 2^{ème} quadrimestre 2022 passant de 0,14% fin 2021 à 1,82% à ce jour. Les prévisions pour 2023 exposent une augmentation modérée mais continue.
- Le taux de chômage poursuit son recul depuis 2021 et s'établit au 1^{er} semestre 2022 à 7,4%

B° Bloc communal

- Le niveau d'épargne brute du bloc communal malgré un recul attendu en 2022 reste très élevé malgré la crise sanitaire. Les charges à caractère général sont marquées par la hausse des prix, les charges de personnel par les mesures gouvernementales. Les recettes sont portées par une dynamique fiscale (revalorisation forfaitaire +3,4%) et par des DMTO encore en légère hausse en 2022.
- Les dépenses d'équipement seraient en croissance de +7,3%, le Plan de relance semblant produire ses effets. Toutefois l'augmentation forte des coûts des travaux publics et les difficultés d'approvisionnement pourraient venir nuancer cette croissance dynamique des investissements.
- Le recours à l'emprunt du bloc communal serait en légère hausse de 2,4% mais compte tenu du niveau des remboursements, une stagnation de la dette du bloc communal est attendu, les communes ponctionnant leur fonds de roulement pour ajuster leurs équilibres budgétaires.

C° Le Projet de loi de finances 2023 sur la situation financière des collectivités

Les priorités affichées du Projet de Loi de Finances sont le soutien au pouvoir d'achat, la transition écologique, l'éducation et la sécurité. Pour atteindre les équilibres budgétaires attendus au niveau européen, la participation des collectivités locales au redressement des comptes publics est affichée.

Un contrat de confiance a été évoqué. Il est attendu des collectivités de contenir leurs dépenses de fonctionnement sous un seuil fixé à inflation diminué de 0,5%. Les sanctions individuelles ne seraient mises en œuvre que dans le cas où l'ensemble du bloc concerné n'atteindrait pas la cible. Le projet de loi de finance de programmation des finances Publiques a cependant fait l'objet d'un vote rectificatif sur ce point.

Le solde du compte au Trésor des collectivités a atteint en 2021 un niveau record de 76 milliards d'euros, permettant selon l'Etat aux collectivités d'apporter une contribution au redressement des comptes publics dans des proportions identiques à la période 2014/2017.

Les échanges avec les représentants des collectivités et l'Etat mentionnent à ce jour, une potentielle hausse de DGF pour accompagner les collectivités confrontées à la hausse du prix de l'énergie, les écrêtements liés à la péréquation pourraient ainsi être supprimés. Cependant, ce complément de dotation serait limité aux collectivités éligibles à la dotation de solidarité rurale ou soumis à des critères. La ville de Vannes ne bénéficierait ainsi pas de cet amortisseur.

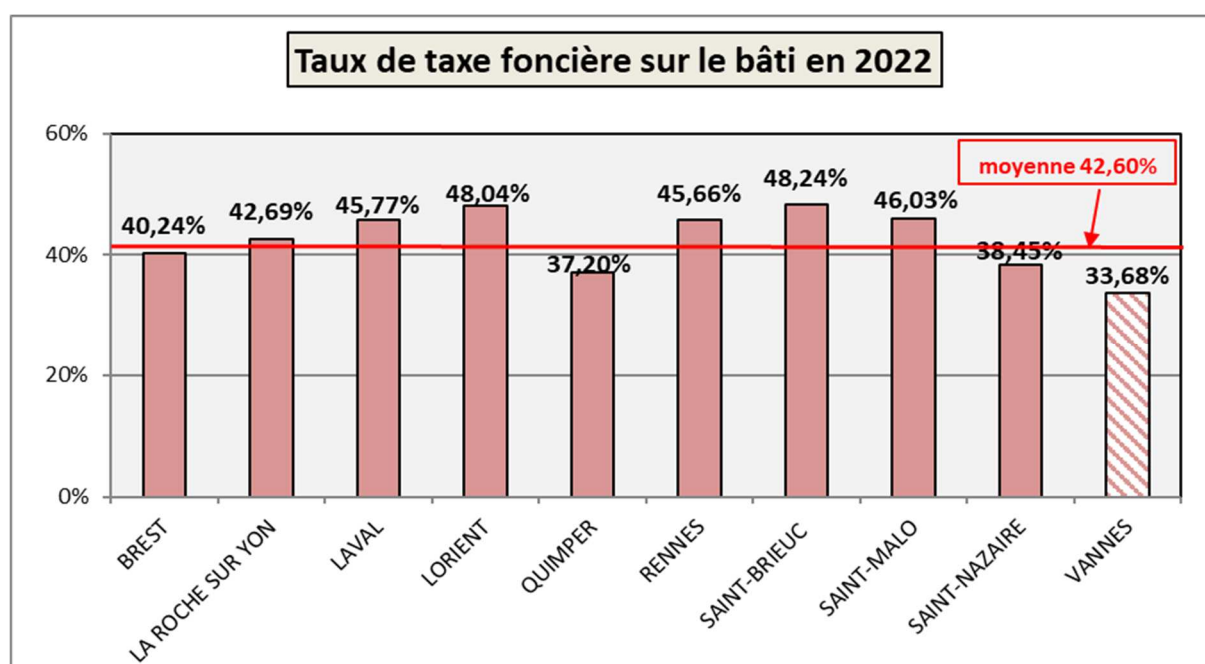
II. Les grandes orientations budgétaires de la Ville de Vannes pour 2023

- **Poursuivre un programme d'investissement dynamique pour transformer durablement la Ville** et ses services municipaux vers une plus grande soutenabilité écoresponsable.
- La réalisation de ce programme d'investissement ambitieux dans les années à venir, nécessite de conserver **un niveau satisfaisant d'autofinancement** et de mobiliser le maximum de recettes d'investissement.
- **Assurer la soutenabilité de la dette** au regard des échéances de remboursement en maintenant un **recours à l'emprunt maîtrisé**
- Optimiser la gestion des engagements financiers pluriannuels
- **Conforter l'action sociale du CCAS**
- **Contenir les dépenses de fonctionnement** pour préserver la capacité d'autofinancement brute de la ville tout en maintenant la qualité du service public et en développant de nouveaux projets innovant de modernisation de notre administration.
- **Poursuivre une politique de stabilité fiscale** (taux d'imposition locaux inchangés) et **d'optimisation des recettes**
- Renforcer **les synergies et les coopérations avec GMVA** pour veiller à la cohérence et à performance de l'action publique locale.

III. Les Hypothèses Budgétaires Budget principal

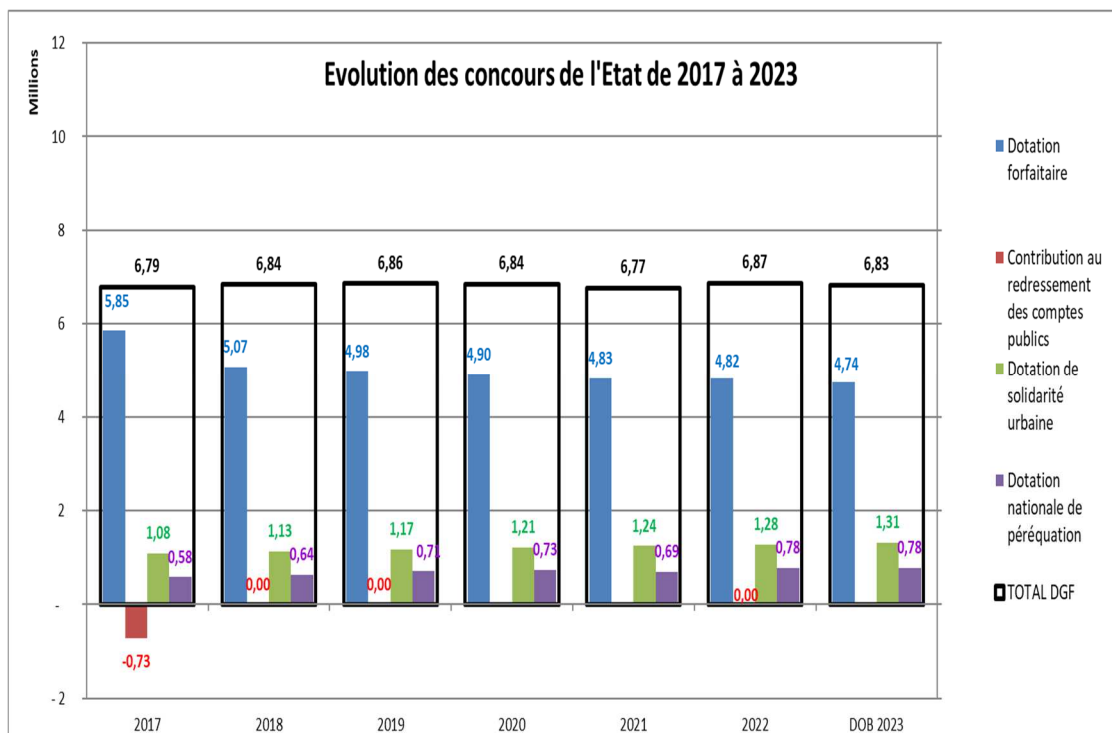
A) Les recettes réelles de fonctionnement en hausse de 3,6%

- **Fiscalité** : Une augmentation de + 1,53M€ des **produits des contributions de fiscalité directe locale** (+1,6% pour les bases physiques et revalorisation légale des bases d'habitation liée à l'inflation + 3,5 %) pour un montant global de 38,17 M€.
- **Taux fiscalité** : Des taux inchangés depuis 2001. Une autonomie désormais restreinte à la Taxe foncière pour la masse financière la plus conséquente.

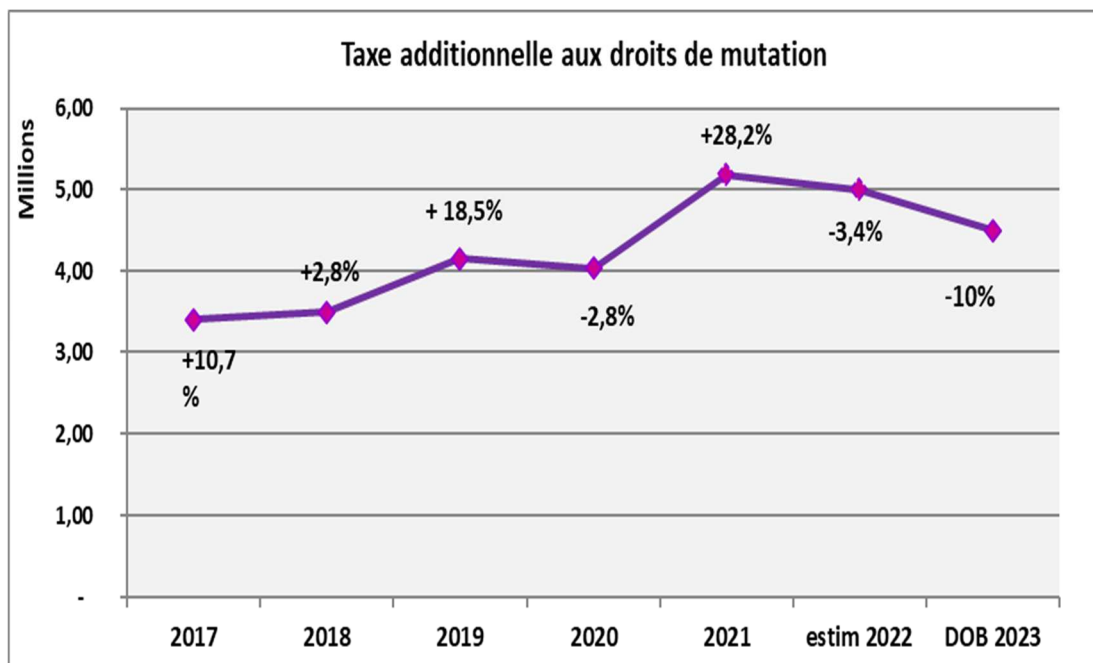


- **DGF**: Une DGF historiquement faible.

Une hypothèse de légère diminution du niveau de la **Dotation Globale de Fonctionnement** par rapport au montant perçu en 2022 (- 78 K€) pour un montant global de 4,47M€. Cette faible diminution s'explique par la péréquation que vient compenser en partie la hausse de la population. La Dotation de solidarité urbaine (DSU) suit une dynamique positive de + 30K€ pour un montant de 1,3M€. Le montant 2022 est reconduit pour la Dotation nationale de péréquation (DNP) à hauteur de 778K€.

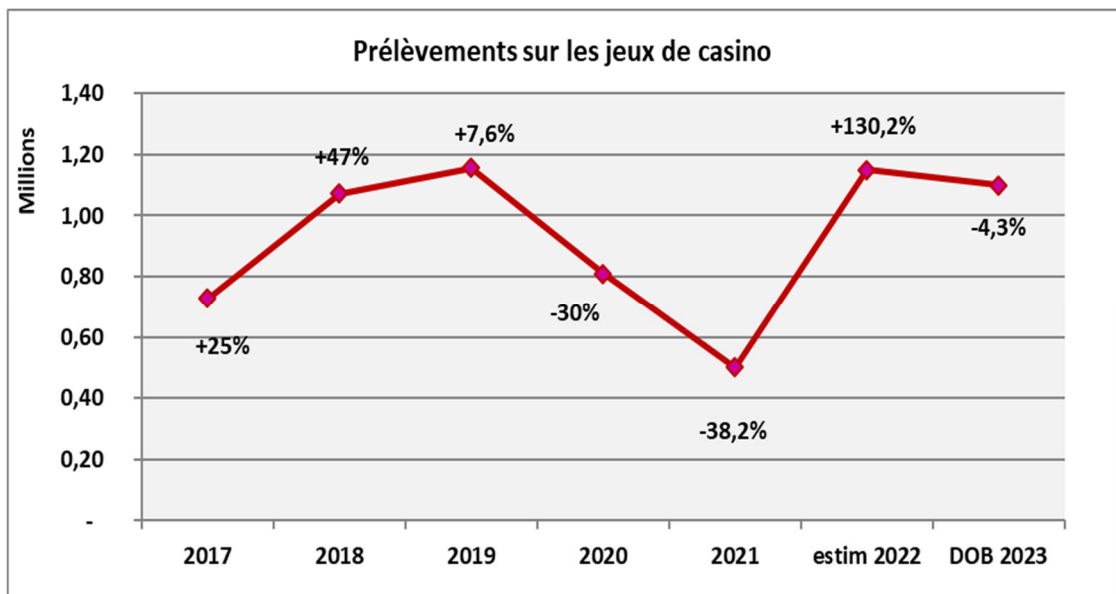


- **Une baisse prévisionnelle modérée des recettes tirées des DMTO** (droits de mutation à titre onéreux), pour un montant global de 4,5M€.



- **Produits des jeux**

Le produit des jeux est fortement marqué par la fin des mesures de confinement liées à la crise sanitaire. Un produit stable est estimé pour 2023, à hauteur de 1,1M€.



- **L'intercommunalité.**

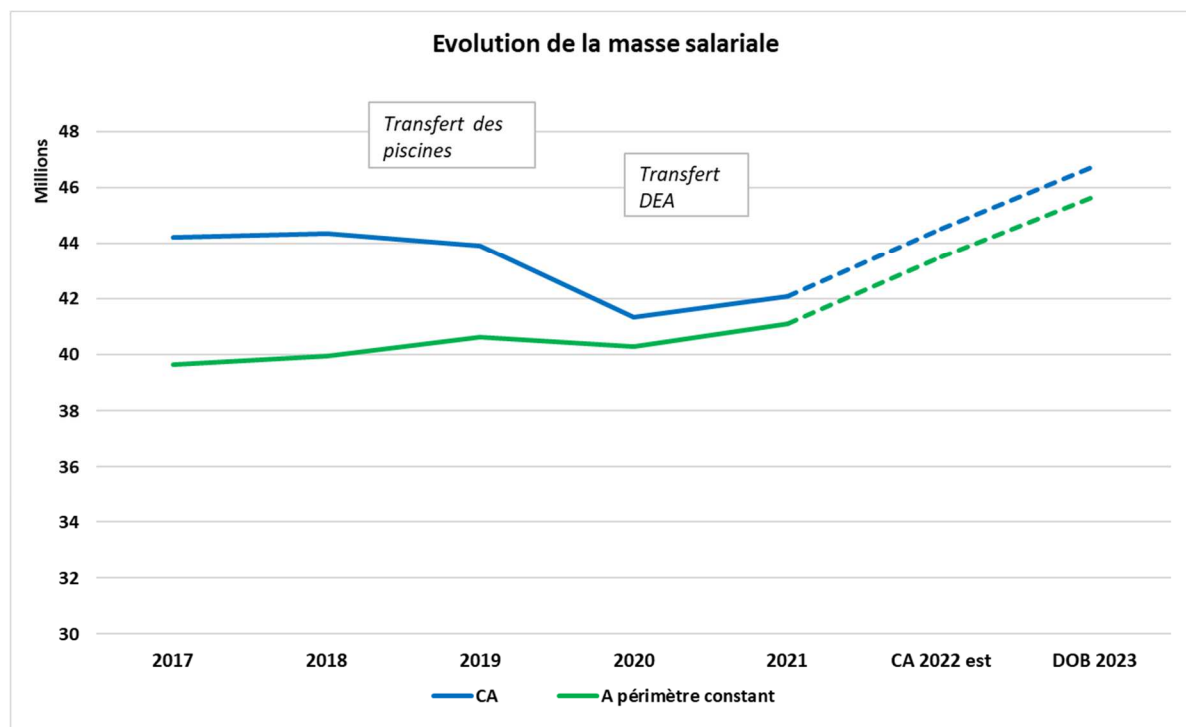
L'attribution de compensation traduisant les transferts de compétences reste inchangés pour 2023. Le travail de collaboration entre les administrations se poursuivra en 2023 par le processus de mutualisation des services informatiques.

Conclu fin 2021, le pacte fiscal a acté une nouvelle baisse de la Dotation de Solidarité Communautaire en 2023 pour un produit de 3,13M€ en recul de 165K€.

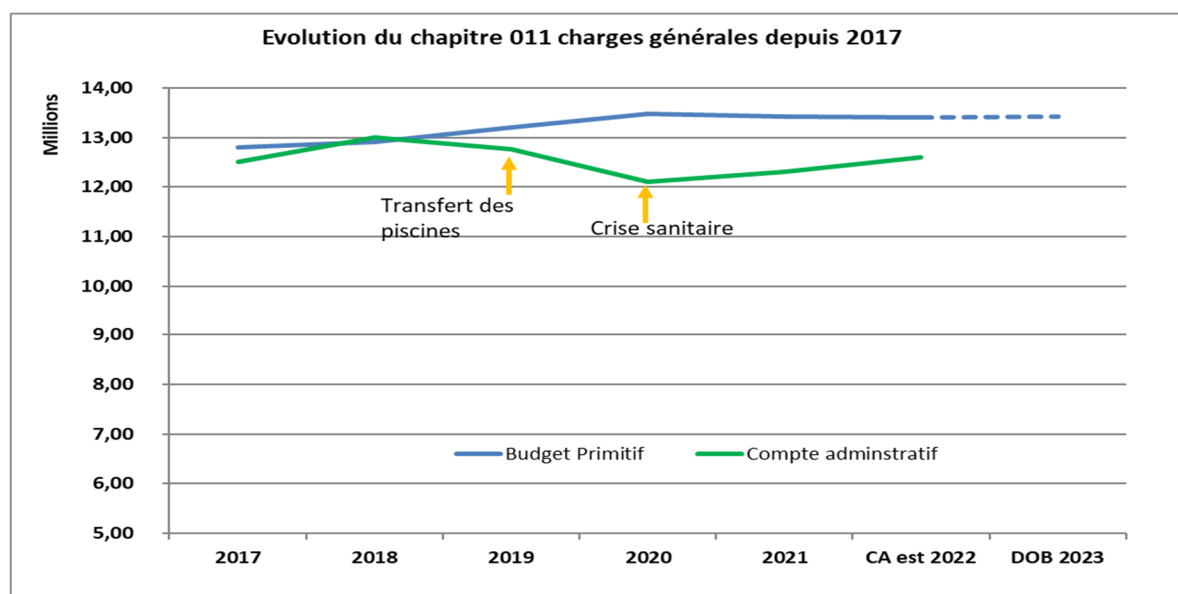
En prospective, les recettes sont en hausse de 1,9% (moyenne annuelle sur 2022/2027). Le produit fiscal est porté par la dynamique des bases et par la revalorisation forfaitaire. Les taux sont inchangés sur la période. L'inflation est portée sur les recettes des services et le produit de stationnement.

B) Les dépenses réelles de fonctionnement sont aussi en hausse de + 4,8 %

- **Les dépenses prévisionnelles de personnel** qui représentent 65 % des dépenses réelles de fonctionnement, sont programmées à hauteur de 46,7M€ au BP2023 contre 43,6M€ au BP2022. Cette augmentation, importante, s'explique principalement par:
 - **Les mesures gouvernementales (+1,45M€) :**
 - ✓ L'augmentation du point d'indice en juillet 2022.
 - ✓ Une nouvelle évolution des salaires avec une projection de réévaluation du point d'indice en juillet 2023 au regard de l'inflation qui reste importante.
 - **Des évolutions liées à la carrière des agents** (avancements d'échelon, Glissement Vieillesse Technicité) **(+300K€)**
- Une enveloppe de 100.000 € est à nouveau prévue pour **l'application du Complément Indemnitaire Annuel**, prime destinée à valoriser l'engagement professionnel des agents.



- **L'enveloppe budgétaire des charges à caractère général** est fixée à **13,43K€**, soit une baisse de +0,2% de BP à BP (- 31 K€).



Les principaux postes de dépenses sont:

- **Fluides:** La ville est protégée par le contrat conclu avec Morbihan énergie sur la livraison de l'électricité qui stabilise le prix pour 2023. Les économies réalisées notamment grâce au programme volontariste de mise en led de l'éclairage public permet même de diminuer ce montant de l'électricité pour 2023. Les autres postes de dépenses sont ajustés au plus juste des consommations estimées 2022 et par la revisite de certaines pratiques et événements.

■

- **Rémunérations d'intermédiaires :** ce 2^{ème} poste de dépenses est en recul de 265 K€ en raison principalement d'une ré-interrogation de l'événementiel sur la Ville.

- **Fournitures de petits équipement bâtiment et voirie :** 140 K€ supplémentaires seront consacrés à l'achat de petit équipement pour l'entretien par les ateliers de Kergolven de nos bâtiments municipaux et de nos espaces publics.

A noter que la nouvelle DSP Tourisme permet une baisse des loyers du chœur pour les manifestations de la Ville. C'est bien notre approche différenciée et territorialisée de nos services qui nous permettent de dégager des marges de manœuvre sans obérer pour autant les capacités des services à produire les missions attendues et appréciées par les Vannetais.

Les autres **charges de gestion courante** de l'ordre de **9,6M€** comprennent notamment:

- L'enveloppe des **subventions aux associations** à hauteur de 2 140K€
- **La subvention au CCAS reconduite** à hauteur de 1 867K€,
- La participation de la Ville aux frais de **fonctionnement des écoles élémentaires et maternelles privées** pour 1 623K€,
- **La subvention au budget annexe des restaurants** ajustée à hauteur de 1 005K€
- **La subvention au budget annexe des parkings** à hauteur de 272K€

Les **charges financières** sont en augmentation d'un peu plus de 28% par rapport à 2022 pour atteindre 1 730K€. Une anticipation de remontée des taux ainsi qu'un recours à l'emprunt en début d'année explique cette augmentation significative.

En prospective, les charges de fonctionnement sont marquées par une augmentation des fluides (enveloppe doublée en 2024) et par l'inflation projetée sur les autres dépenses. Une augmentation moyenne de 3% est également projetée sur la masse salariale. Une augmentation globale de 3,7% est donc estimée sur 2022/2027.

C) L'autofinancement dégagé en 2023 est en recul par rapport à 2022

En conséquence de quoi le niveau d'autofinancement brut (amortissement+ Virement du fonctionnement) atteindrait 10,8M€ contre 11,2M€ au BP 2022.

Malgré ce recul, l'amortissement en capital de la dette (7,1M€) sera absorbé.

Les travaux en régie basculé en investissement seront maintenus à 1,15M€ comme en 2022.

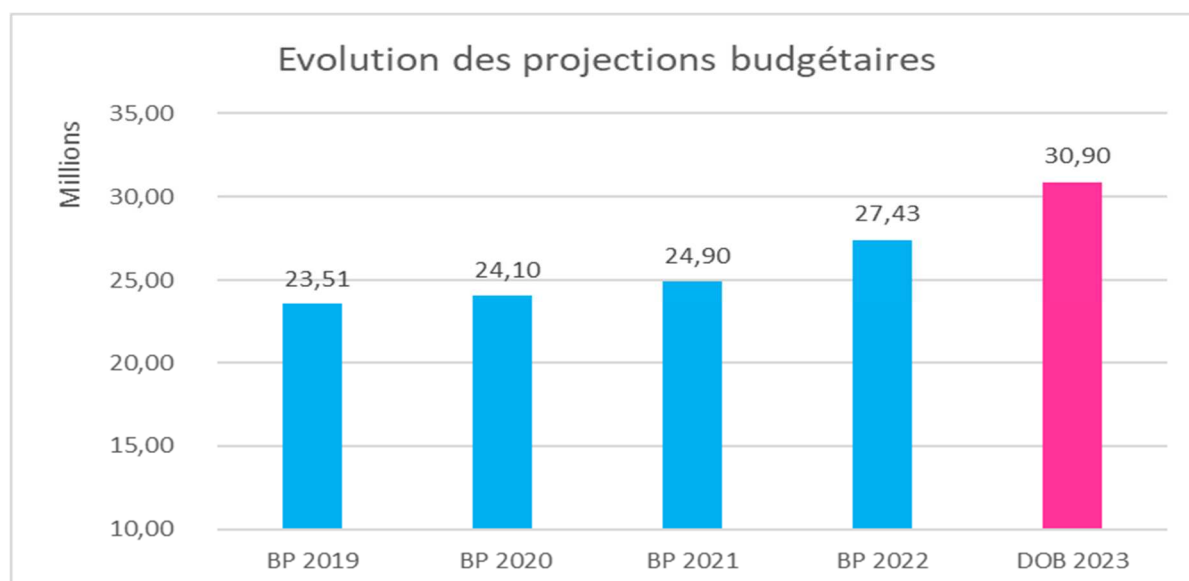
L'épargne nette porté au budget primitif 2023 sera positif pour s'établir à environ 3,5M€.

Sur la base de produits de cessions immobilisées estimés à 6,5M€ et des ressources propres (FCTVA et Taxe d'aménagement), le financement disponible pour l'investissement s'élèverait à 15,6K€.

Ces montants d'autofinancement net et de financement disponible, tels qu'ils pourront être présentés au budget primitif, résultent de l'optimisation de nos ressources, associée à nos efforts de gestion qui doivent être poursuivis et encore affinés au regard des besoins de la collectivité et des Vannetais.

C) La mise en œuvre continue du Programme d'AP/CP voté en 2022

Les dépenses d'investissement s'élèveraient en 2023 à **30,9MK€** (*contre 27,43M€ en 2022*)



Ces dépenses d'équipement marquent l'engagement de la collectivité en faveur d'un investissement sur les équipements publics conforme aux besoins et aux ambitions de la Ville.

Sur un programme de près de 162M€ sur la durée du mandat, 92,3 M€ seront consacrés aux opérations « projets individualisés » illustrant pleinement notre volonté de renouveau de notre ville par des opérations phare comme l'Hermine permettant un essor touristique et culturel renouvelé. Le renouveau urbain ne sera pas oublié par les opérations de voirie structurante comme les opérations de Transport en communs en site propre en travaillant de concert avec l'agglomération pour une approche territorialisée et pleinement intégrée de notre cité.

La ventilation pluriannuelle est la suivante :

	CP antérieurs	2022	2023	2024	2025	2026	CP ultérieurs	TOTAL AP
AP Récurrentes	- €	13 469 374 €	16 880 690 €	13 617 860 €	13 115 360 €	12 548 716 €	103 000 €	69 735 000 €
AP Projets	14 690 101 €	11 906 762 €	14 019 310 €	22 774 582 €	17 376 500 €	7 280 345 €	4 200 000 €	92 247 600 €
Total	14 690 101 €	25 376 136 €	30 900 000 €	36 392 442 €	30 491 860 €	19 829 061 €	4 303 000 €	161 982 600 €

Le détail des dépenses d'équipement prévues pour 2023 est le suivant:

- **16,4M €** dédiés au développement et à l'aménagement urbain
- **6,2M€** pour l'entretien des bâtiments administratifs et les ressources internes
- **3 M€** pour la politique culturelle avec notamment le démarrage des travaux de l'Hermine

- **2,7M€** pour la politique sportive
- **1,5M€** pour la proximité
- **1,2 M€** consacré à la politique envers les familles avec la préfiguration du projet Kerniol et du multi accueil de Tohannic

E) Le financement des investissements par la mobilisation des ressources disponibles

Le financement de la section d'investissement sera assuré en partie grâce aux ressources propres:

- Le virement du fonctionnement et les amortissements: 11,7M€
- Les cessions d'immobilisations : 6,5M€
- Le FCTVA : 3,1M€
- La taxe d'aménagement : 1,9M€
- Le produit des amendes de police : 0,5M€
- S'ajouteront les subventions prévues pour diverses opérations à hauteur de 4,6M€
- Le besoin de financement sera couvert par un emprunt d'équilibre qui se situerait autour de 9,5M€ (11,2M€ au BP2022). Celui-ci ne sera pas mobilisé en totalité et sera ajusté en fonction du rythme d'exécution 2023 et du résultat de l'exercice 2022.

IV La situation de la dette

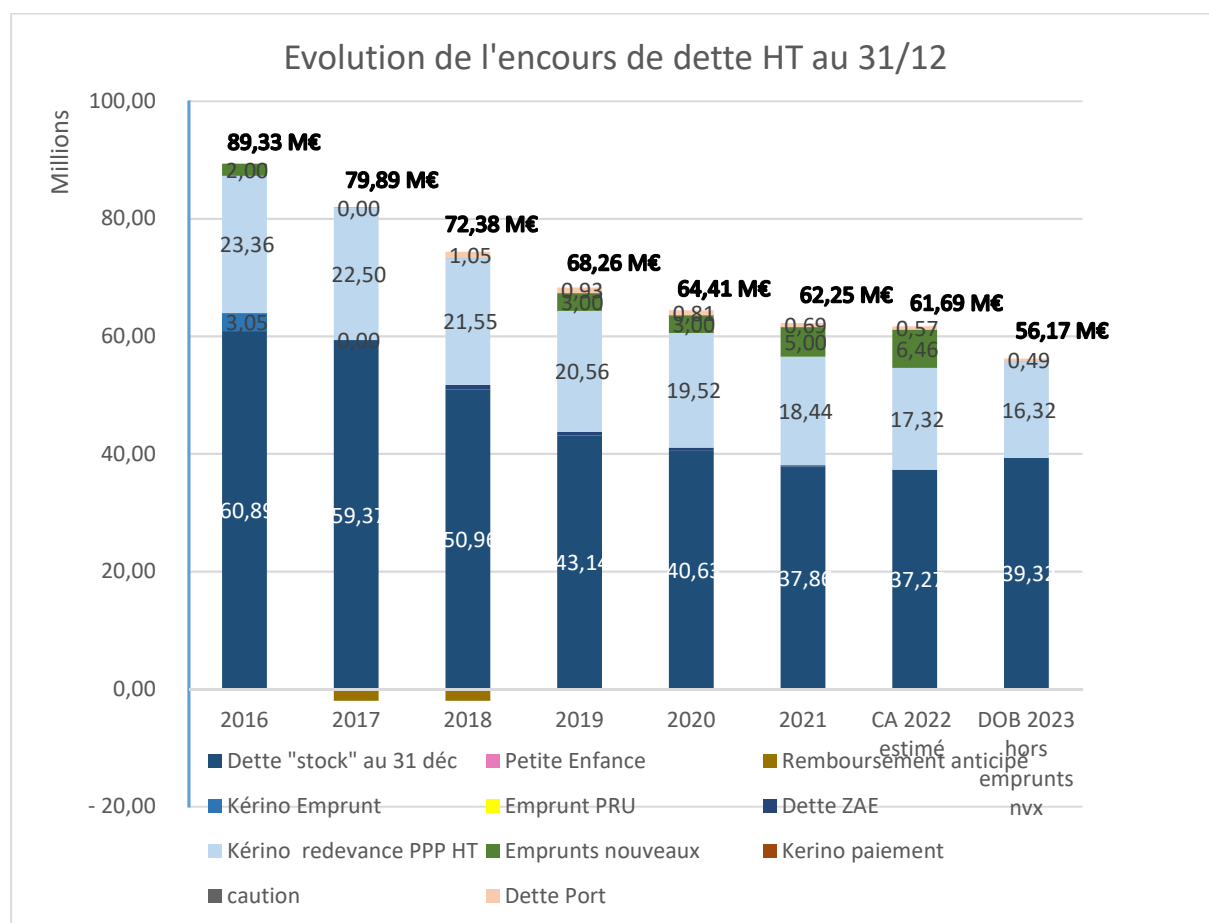
Au cours de l'année 2022, la Ville aura encaissé:

- **5 000 K€ d'emprunt** souscrit en avril 2022 auprès d'Arkéa pour une durée de 20 ans avec un taux fixe de 1,61%.
- **1 460 K€ d'emprunt** au titre l'éclairage public souscrit auprès de la Caisse des dépôts sur une enveloppe globale de 3,8M€. Les fonds seront débloqués de 2022 à 2026 en fonction de l'avancement des travaux. Ce montage particulier a permis de bénéficier d'un taux bonifié de 0,25% sur 12 ans.

L'encours HT de la dette au 31 décembre 2022 devrait s'élever pour le budget principal à 61,7M€, en baisse de 552K€ (-0,9%) par rapport au 31 décembre 2021.

En 2022, aucun nouvel emprunt n'a été souscrit pour les budgets annexes

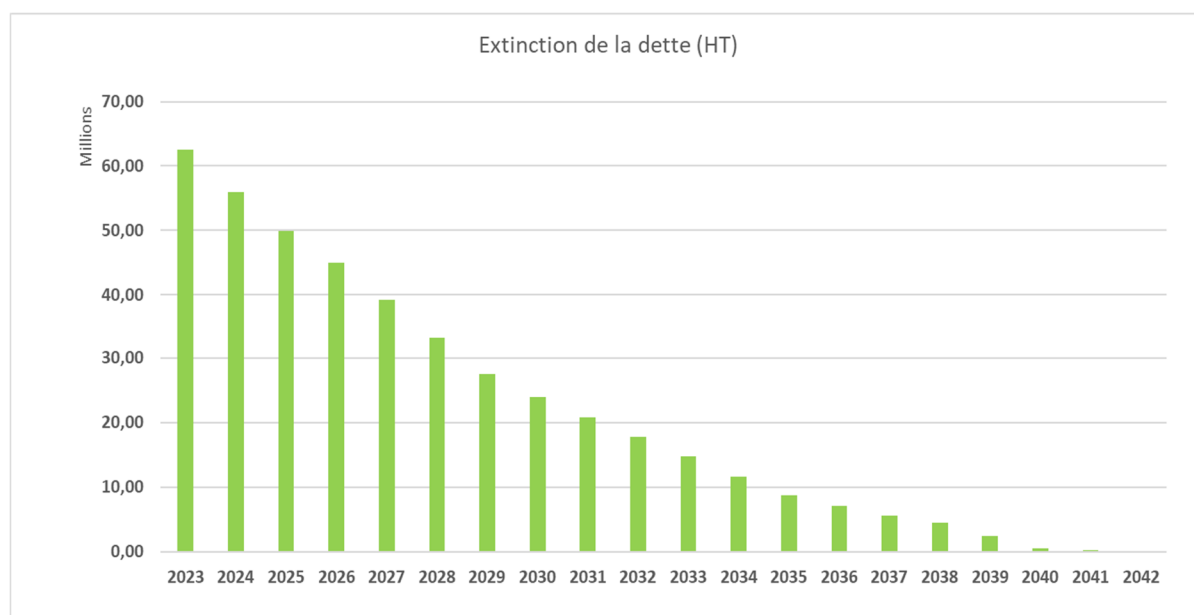
Evolution de la dette



Depuis 2016, la Ville a poursuivi une politique de désendettement pour intégrer le tunnel de Kérino. Au regard du programme d'investissement 2023, ce niveau sera stabilisé.

En prospective, l'inflation et le coût des fluides pourraient contraindre la ville à recourir à l'emprunt dans une perspective de stabilisation de la dette en deçà des seuils d'alerte.

Le profil d'extinction hors emprunt nouveau 2023 serait le suivant, toutes choses égales par ailleurs et sans emprunt nouveau et sans augmentation des taux variables.



La nature de la dette de la Ville de Vannes est qualifiée de « non risquée » au regard de la Charte Gissler (Charte de bonne conduite introduite par l'Etat suite à la crise des emprunts structurés)

	Budget principal		Budget Parkings		Budget Restaurants		Budget Lotissement		Encours Total	
	En K€	En %	En K€	En %	En K€	En %	En K€	En %	En K€	En %
Dette à taux fixe	34 356,94	55,69	602,72	100,00	551,65	97,55	-	-	35 511,31	55,88
Dette à taux variable	10 016,59	16,24	-	-	13,88	2,45	682,27	100,00	10 712,74	16,86
Dette Kérino	17 321,07	28,08	-	-	-	-	-	-	17 321,07	27,26
TOTAL	61 694,60		602,72		565,54		682,27		63 545,12	

Au 31/12/2022 77 % de la dette du budget principal (hors Kérino), soit 34,4 M€, est en taux fixe.

Au 1er janvier 2023, le taux moyen de la dette du budget principal sera de 1,75 % (hors PPP Kérino).

L'exposition au risque de remontée actuelle des taux est donc relativement limitée pour la Ville.

IV Les budgets Annexes

Budget Stationnement

Ce budget comporte l'ensemble des recettes et dépenses liées aux activités de stationnement en parkings aménagés, activités assujetties à TVA.

En particulier, X parkings en ouvrage dont l'exploitation, structurellement déficitaire au regard des montants investis pour leur construction, nécessite l'apport d'une subvention d'équilibre du budget principal.

La subvention s'établirait pour 2023 à 272 K€.

Budget Restaurants municipaux

Ce budget comporte l'ensemble des recettes et dépenses liées des cantines municipales et de la cuisine centrale.

La subvention s'établirait pour 2023 à 1 005 K€ en fonctionnement et à 330K€ en investissement.

Budget Lotissement d'habitation Beaupré Lalande

Ce budget retrace l'opération d'aménagement urbain de Beaupré Lalande avec une nouvelle phase de commercialisation prévue en 2023.

Ce budget ne présente pas de subvention du budget principal.

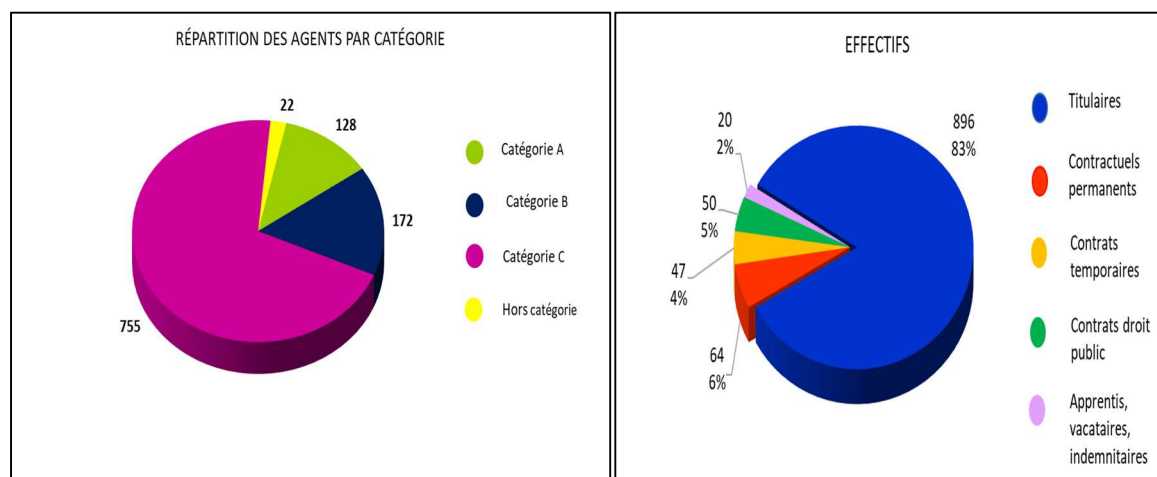
Budget Port de Commerce

Le budget Port de commerce retrace les dépenses et recettes liées à l'activité du Port de commerce, soit principalement des travaux de maintenance et d'entretien financés par le loyer versé par les compagnies de transport maritime. Il intègre des travaux de fin de concessions.

VI Perspectives en Ressources Humaines

A) La structure des effectifs

Au 31 décembre 2021, 1077 agents (titulaires et non titulaires) ont composé les effectifs. Les répartitions des agents par catégorie et contrat sont les suivantes :



Les réalisations et projections de répartitions sont retracées dans les tableaux ci-dessous.

	2021	2022	Projection 2023
Femmes	505	590	595
Hommes	572	482	487

	2021	2022	Projection 2023
Femmes	505	590	595
Hommes	572	482	487

Une relative stabilité des effectifs est projeté au regard des perspectives d'évolution naturelle de la masse salariale (GVT et départ en retraite notamment)

	2021	2022	Projection 2023
Cat. A	137	141	143
Cat. B	174	214	220
Cat. C	766	717	719
Total effectifs	1077	1072	1082

Une modification des profils par catégorie est attendu au vu des vacances de poste, des départs en retraite et des projections d'avancement.

B) Le temps de travail

✓ Les services de la Ville de Vannes fonctionnent sur la base réglementaire de 1 607 heures annualisées.

✓ Le temps de travail :

- Annuel : 1 607 heures
- Hebdomadaire : 38 heures 45 ou 36 heures 15 suivant les services
- Journalier : 7 h 45 ou 7 h 15.
- Les cycles de travail sont adaptés aux besoins du service, notamment en terme d'accueil des usagers.

Les changements sont soumis pour avis en comité technique.